

Accords-cadres mono-attributaire  
à bons de commande relatifs à des  
missions de Coordination SPS et  
de Contrôle Technique pour les  
opérations portant sur le  
patrimoine immobilier de  
l'Université de Tours

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	202412121119
Date limite de remise des plis	<b>10/03/2025 à 16:00</b>
Procédure de passation	Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

Date limite pour poser des questions	<b>21/02/2025</b>
Date limite de réponse aux questions	<b>03/03/2025</b>

*Fermeture de l'Université : L'université de Tours est fermée du 17/02/2025 au 21/02/2025 inclus.*

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### Université de Tours

Service technique de l'immobilier

Représentant : Le Président de l'Université de Tours

(Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel)

Adresse : Université de Tours

BP 12050 - 60 rue du Plat D'Etain

37020 Tours Cedex 1

Téléphone : 02 47 36 66 58

Courriel : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)

Site internet : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

La personne en charge du dossier est : Laurent Barranger Juriste marchés publics

[commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)

Service de la commande publique

60 rue du Plat d'Etain

37020 Tours cedex

## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

*Le Présent accord-cadre a pour objet la réalisation de missions de Coordinations SPS et de Contrôle Technique pour les opérations portant sur le patrimoine immobilier de l'Université de Tours.*

*Les prestations font l'objet de 2 lots :*









- Lot n° 1 : Missions de Contrôle Technique (CT)

- Lot n° 2 : Missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

*Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes.*

Code CPV	Libellé CPV
71631300-3	Services de contrôle technique de bâtiments
71317200-5	Services de santé et de sécurité

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Missions de Coordination SPS et de Contrôle Technique pour les opérations portant sur le patrimoine immobilier de l'Université de Tours
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande avec minimum et maximum mono-attributaire de services
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Département 37 : Tours, Fondettes, La riche, Joué-Lès-Tours Département 41 : Blois La liste du patrimoine immobilier est donnée dans l'annexe 1.
	Durée	2 ans - 1 reconduction 2 ans (soit 4 ans maximum)
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	50 € par jour de retard, 75 € par jour au-delà de 5 jours de retard



Variation des prix



Nature des prix

Voir l'article 5.1 du CCAP

Prix unitaires et forfaitaires

#### ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation est décomposée en 2 lots :

Type	Objet, délai
Lot	Lot n°1 : Missions de Contrôle Technique : (CPV 71631300-3 : Services de contrôle technique de bâtiments)
Période	Période initiale - montant minimum 20 000,00 € HT - montant maximum 80 000,00 € HT Durée : 2 ans
Période	Reconduction - montant minimum 20 000,00 € HT - montant maximum 80 000,00 € HT Durée : 2 ans
Lot	Lot n°2 : Missions de Coordination SPS : (CPV 71317210-8 : Services de conseil en matière de santé et de sécurité)
Période	Période initiale - montant minimum 15 000,00 € HT - montant maximum 50 000,00 € HT Durée : 2 ans
Période	Reconduction - montant minimum 15 000,00 € HT - montant maximum 50 000,00 € HT Durée : 2 ans

#### Définitions :

Lot	: Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation
Période	: Durée définie d'exécution du contrat reconductible

## 2. RISTIQUES DE LA PROCEDURE

#### ■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

#### ■ Planning prévisionnel de la consultation\* :

Le planning prévisionnel de la consultation est le suivant :

Date de remise des offres : Voir page de garde du présent document

Date prévisionnelle de signature du marché : 2ème trimestre 2025

#### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2687039&orgAcronyme=f2h>

#### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Règlement de la consultation (RC)
- Acte d'engagement pour chacun des lots (AE)
- Le Bordereau des prix (BPU) pour chaque lot
- Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) pour chaque lot
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 2 lots
- Le CCTP pour chaque lot et ses annexes :
  - L'annexe 1, localisation du patrimoine immobilier
  - L'annexe 2 « descriptif type » pour le lot 1 CT
  - L'annexe 3, « descriptif type » pour le lot 2 CSPS
- Cadre de réponse à remplir par le candidat, pour chaque lot

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

#### ■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

#### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2687039&orgAcronyme=f2h>

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

#### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

#### ■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

#### ■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2)</i>

Document	Descriptif
	<i>disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
<b>Capacité économique et financière</b>	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
<b>Capacité technique et professionnelle</b>	
Références fournitures et services	<i>Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire</i>
Pour le lot n° 1 « Missions de contrôle technique »	<i>L'agrément à exercer l'activité de Contrôleur technique (A1)</i>
Pour le lot n° 2 « Missions de coordination SPS »	<i>La qualification de niveau 2 des coordinateurs SPS</i>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement complété et de préférence signé</i>
BPU	<i>Le Bordereau de prix unitaire complété par le candidat</i>
DQE	<i>Le Devis Quantitatif Estimatif</i>
Cadre de réponse à remplir par le candidat	<i>Le Cadre de réponse technique complété par le candidat</i>

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2687039&orgAcronyme=f2h>

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : Université de Tours, BP 12050, 60 rue du Plat d'Etain, Tours 37020, Tours Cedex 1

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

La signature n'est pas exigée à la remise des offres. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier ou de manière électronique.

En cas de signature papier, le candidat s'engage, s'il est attributaire, à signer manuscritement le contrat rematérialisé au format papier.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

#### Lot 1 « Missions de Contrôle Technique » :

Critère	Descriptif
<b>1. Valeur technique (50 %)</b>	<b>Valeur technique</b>
- Méthodologie et organisation dédiée (15 pts)	Méthodologie et organisation dédiée pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre (jugé au vu du cadre de réponse technique)
- Moyen humain dédiés à la réalisation des prestations (15 pts)	Moyen humain dédiés à la réalisation des prestations de l'accord-cadre (jugé au vu du cadre de réponse technique et de ses annexes)
- Moyens de diffusion et d'historisation des rapports (5 pts)	Moyens de diffusion et d'historisation des rapports (jugé au vu du cadre de réponse technique)
- Nombre de réunions prévues (15 pts)	Nombre de réunions prévues (jugé au vu du DQE)  Formule de notation : Note attribué = $15 \times (\text{Moyenne pondérée du nombre de réunions de l'offre analysée} / \text{Moyenne pondérée la plus élevée du nombre de réunions})$
<b>2. Prix (50 %)</b>	<b>Prix</b>
- Prix des missions en pourcentage du coût travaux (Missions L, LE, S, SEI, F, PH, ATTPH, Hand, ATT Hand, AV, VIEL, SSI, RICT/RFCT/RVRAT) (30 pts)	Prix des missions en pourcentage du coût travaux (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = $(\text{Moyenne pondérée la plus basse} / \text{Moyenne pondérée du candidat}) \times \text{poids du sous-critère}$
- Cout horaire pour autres missions (5 pts)	Coût horaire des autres missions (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = $(\text{Moyenne pondérée la plus basse} / \text{Moyenne pondérée du candidat}) \times \text{poids du sous-critère}$
- Coût horaire pour conseil et assistance (5 pts)	Coût horaire pour conseil et assistance (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = $(\text{Moyenne pondérée la plus basse} / \text{Moyenne pondérée du candidat}) \times \text{poids du sous-critère}$
- Prix pour réunion supplémentaire (5 pts)	Prix par réunion supplémentaire (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = $(\text{Moyenne pondérée la plus basse} / \text{Moyenne pondérée du candidat}) \times \text{poids du sous-critère}$
- Prix pour présence à la commission de sécurité (5 pts)	Prix pour présence à la commission de sécurité (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = $(\text{Moyenne pondérée la plus basse} / \text{Moyenne pondérée du candidat}) \times \text{poids du sous-critère}$

## Lot 2 « Missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) » :

Critère	Descriptif
<b>1. Valeur technique (50 %)</b>	<b>Valeur technique</b>
- Méthodologie et Organisation dédiée (15 pts)	Méthodologie et organisation dédiée pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre (jugé au vu du cadre de réponse technique)
- Moyens humains et matériels dédiés à la réalisation des prestations (15 pts)	Moyens humains et matériels dédiés à la réalisation des prestations de l'accord-cadre (jugé au vu du cadre de réponse technique et de ses annexes)
- Moyens de diffusion et d'historisation des rapports (5 pts)	Moyens de diffusion et d'historisation des rapports (jugé au vu du cadre de réponse technique)
- Nombre de réunions prévues (15 pts)	Nombre de réunions prévues (jugé au vu du DQE)  Formule de notation : Note attribuée = 15 X (Moyenne pondérée du nombre de réunions de l'offre analysée / Moyenne pondérée la plus élevée du nombre de réunions)
<b>2. Prix (50 %)</b>	<b>Prix</b>
- Prix des missions en pourcentage du coût travaux (Mission pour les phases Conception et Réalisation et Réception) (40 pts)	Prix des missions en pourcentage du coût travaux (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = (Moyenne pondérée la plus basse/Moyenne pondérée du candidat) x poids du sous-critère
- Coût horaire pour conseil et assistance (5 pts)	Coût horaire pour conseil et assistance (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = (Moyenne pondérée la plus basse/Moyenne pondérée du candidat) x poids du sous-critère
- Prix pour réunion supplémentaire (5 pts)	Prix forfaitaire par réunion supplémentaire (jugé au vu du DQE) :  Formule de notation : Note attribuée = (Moyenne pondérée la plus basse/Moyenne pondérée du candidat) x poids du sous-critère

### Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : **Sur 100.**

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

### ■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de



régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

Le candidat transmettra également :

Document	Descriptif
RIB	Relevé d'identité bancaire
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard le 21/02/2025 leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La réponse est adressée au plus tard le 03/03/2025 à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

Fermeture de l'Université : L'université de Tours est fermée du 17/02/2025 au 21/02/2025 inclus. Il ne sera pas apporté de réponse à question durant cette période.

■ **Voies et délais de recours**

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
Orléans  
45057 Orléans Cedex 1  
Téléphone : 02 38 77 59 00  
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr  
Télécopie : 02 38 53 85 16

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@univ-tours.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)